

Magazine

Zamal

Comment Ayrault
a relancé le débat interdit

Enfin, Jean-Marc Ayrault aura lui-même allumé la mèche du pétard. Il voulait éteindre rapidement l'incendie, après le souhait du ministre de l'Éducation Vincent Peillon que soit relancé le débat sur le cannabis. Mais la sèche fin de non-recevoir du Premier ministre a ravivé les braises et enflammé les acteurs de la santé publique, désormais très remontés. Médecins, élus, forces de l'ordre, militants, partisans comme adversaires : nous leur donnons la parole pour débattre des avantages et des inconvénients d'une évolution de la loi.

LE MAGAZINE

Florence Alavin
Kévin Bulard
Stéphanie Buttard

magazine@equotidien.re

Le Premier ministre a sifflé la fin de la récré. Récré, comme « récréatif », usage du cannabis qui, avec l'utilisation thérapeutique de cette substance interdite depuis 42 ans, fait débat.

Mais justement, de débat, il n'y aura pas, a tranché Jean-Marc Ayrault. Vraiment ? Depuis son injonction fort peu diplomatique, nombre de voix s'élèvent pour reprendre le flambeau du ministre de l'Éducation Vincent Peillon, lequel poursuivait au sein du gouvernement une voie tracée par Cécile Duflot.

Les deux ministres ne s'exprimaient qu'à titre personnel ? C'est bien à titre professionnel que s'insurgent depuis une semaine les partisans de la libre parole, si ce n'est des drogues en vente libre.

regretté Serge Longère, président de l'Association française pour la Réduction des risques liés à l'usage de drogues, en demandant au gouvernement d'« avoir le courage de passer à l'action ».

Comme beaucoup d'intervenants, il a regretté que la politique actuelle soit toujours régie par la loi de 1970, qui considère l'usager de drogues comme un individu malade mais également comme un délinquant, puisque la consommation de drogues est répréhensible.



L'une fume, l'autre non... La fin de non-recevoir opposée par le premier ministre au débat voulu par Cécile Duflot, puis Vincent Peillon, l'a involontairement relancé.

Clarisse Taron, du Syndicat de la magistrature (classé à gauche) a également demandé l'abrogation de la loi de 1970 et a défendu la dépénalisation de l'usage de cannabis tout comme la production de cannabis à usage personnel.

Selon elle, la répression s'est accentuée 2007 à 2012, avec « de plus en plus d'interpellations », « de plus en plus de saisies » et « de plus en plus de condamnations ».

Une semaine plus tôt, quelque 120 médecins, chercheurs, avocats ou juristes ont débattu à Strasbourg, dans une salle du Parlement européen, des utilisations médicales du cannabis ou de ses dérivés, et prôné un assouplissement de la législation en la matière.

Les cannabinoïdes peuvent être utilisés en médecine comme antalgique, pour soulager les nausées ou certains symptômes de la sclérose en plaque, voire pour traiter l'anorexie ou l'obésité, énumère l'un des participants, le Dr Patrick Spiess.

« Vous avez les yeux rivés sur les sondages d'opinions »

« Dans le cas des opiacés, la morphine est utilisée couramment comme antidouleur, alors que l'héroïne, de la même famille, est illicite. Pourquoi ne pourrait-il pas en être de même pour le cannabis et ses produits dérivés thérapeutiques ? » demande le médecin.

Aux Pays-Bas, mais également en Allemagne, Espagne, Italie, Suisse ou au Royaume-Uni, l'usage des médicaments à base de cannabis, sous forme de comprimés ou de sirops, est beaucoup plus souple, rappelle le Dr Spiess, qui reconnaît défendre des positions très minoritaires en France.

Pour leur part, les spécialistes qui prennent en charge les addic-

tions à La Réunion ne font pas mystère de leur engagement en faveur d'une nouvelle manière d'appréhender la politique de lutte contre les toxicomanies (voir pages suivantes). Laquelle politique a démontré, dans le monde, les limites du tout répressif.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ces professionnels ne mâchent pas leurs mots. À l'inverse de l'immense majorité des députés et sénateurs de La Réunion : seulement deux d'entre-eux, sur onze, ont accepté de s'exprimer sur le sujet... pour se prononcer, d'ailleurs, en faveur du statu quo.

Jean-François Guignard (directeur de la Kaz'Oté) fustige un silence à ses yeux coupable, un « laxisme », un « manque de courage politique indigne et inefficace » : cette « trop longue politique de l'autruche », dit-il, est responsable et coupable de nos plus mauvais résultats européens en matière de prévention, de réduction des risques et de soins en addictologie ».

Et pourtant, rappelle-t-il, « il y a eu au moins trois rapports demandés à des professeurs de médecine compétents (Pr Riquès, Pr Henrion et Pr Jean Philippe Parquet), ce qui n'est vraiment pas le cas de ceux qui communiquent sur ces questions actuellement, sous des gouvernements de gauche comme de droite, et ces rapports ont TOUS conclu, insiste-t-il, qu'il fallait absolument faire évoluer cette loi au minimum contre-productive... Ces trois rapports ont TOUS été

courageusement enterrés et classés sans suite ».

Il est vrai que ces questions de société divisent. Que le passionnel l'emporte sur le rationnel, le dogmatisme sur le pragmatisme.

La légalisation de l'avortement comme l'abolition de la peine de mort ont été décidées par des gouvernements qui ont fait fi des sondages et de l'opinion publique.

Or cette opinion publique demeure majoritairement hostile à une évolution de la loi de 1970 sur les produits stupéfiants : près de deux Français sur trois (65%) sont opposés à une dépénalisation du cannabis, indique un sondage Harris Interactive publié il y a dix jours. Les Français sont également une majorité à se déclarer contre la légalisation de cette substance (72%).

« Une trop longue politique de l'autruche »

Pas facile dès lors, pour les spécialistes au contact des toxicomanes, de se faire entendre des édiles. « Je pense que tant que le débat demeurera aux mains des seuls politiques, il ne pourra y avoir d'avancées positives », se désole le Dr Patrice Hémerly, taxant d'irresponsables « ceux qui s'attachent désespérément à un dogme désuet » et « ceux qui évitent le débat, laissant les sondages et leurs communicants décider à leur place ».

Kévin BULARD

- 22 Kisasa ?
- 23 L'invité
- 24 Décryptages
- 25 Ils l'ont dit
- 26 Reportages
- 27 Portfolio
- 28 Lectures
- 29 Musiques
- 30 Patrimoine
- 31 Le Jardin